

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

20^{ème} année - N° 3498 - Vendredi 18 Octobre 2019 - Prix : 200 Fc

CONFÉRENCE DE PRESSE

Azali Assoumani : *"Investir pour attirer les bailleurs"*



Le président Azali en conférence de presse à Beit Salam.

POLITIQUE NATIONALE

**Dr Ahmed S. Abdallah plaide pour
un dialogue de toutes les couches sociales**

LIRE PAGE 2

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Octobre 2019**

Lever du soleil:
05h 42mn
Coucher du soleil:
18h 04mn

Fajr : 04h 30mn
Dhouhr : 11h 57mn
Ansr : 15h 19mn
Maghrib: 18h 07mn
Incha: 19h 21mn



POLITIQUE NATIONALE

Dr Ahmed S. Abdallah plaide pour un dialogue de toutes les couches sociales

Au cours d'une causerie médiatique avec la presse nationale, Dr Ahmed Saïd Abdallah, en tant qu'universitaire appelle à un dialogue national entre pouvoir et opposition. Il s'agit, pour lui, d'une solution pour sortir le pays de l'impasse politique née au lendemain de la dernière élection présidentielle.

La vie quotidienne de la population ne laisse personne indifférente. Tout le monde doit y réfléchir quel que soit sa catégorie sociale ou son bord politique, pour trouver une solution. C'est en tout cas l'avis du Dr Ahmed Saïd Abdallah exprimé hier au cours d'une causerie avec les journalistes. Ce Maître de conférences à l'Université des Comores trouve que le pays traverse ces dernières années « un climat politique morose » marqué par les scènes de défiance qui bloquent les énergies nécessaires à son réel décollage. Il cite entre

autres le chômage, la crise de l'énergie, la pauvreté, le mal-être, la corruption, les difficultés socioéconomiques etc. D'après lui le désespoir et le laisser-aller contribuent à saper le moral de nombreux citoyens et le sentiment national, et à renforcer la déliquescence de l'Etat.

Ce docteur en physique à l'école doctorale des sciences de Poitiers trouve que les élections de mars 2019 ont encore renforcé le climat de méfiance et de défiance entre ce

ux qui sont au pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition. C'est pourquoi à ses yeux, il est du devoir de tous les patriotes d'encourager toute initiative qui permettra de briser la glace. « Il faut placer les intérêts du pays au dessus des ambitions politiciennes et mettre fin à cette crise de confiance pour penser d'abord à l'avenir du pays », prône-t-il avant de lancer un appel à la classe politique, de privilégier le dialogue pour sortir de l'impasse politique née après la

dernière élection présidentielle, mais aussi prendre en compte les préoccupations de ceux qui ne partagent pas la vision du gouvernement.

Il plaide pour un engagement à un dialogue ouvert, franc et sincère sous l'égide d'un médiateur national consensuel pour ouvrir la voie à la réconciliation de la classe politique nationale. « Je dis plus haut ce que tout le monde pense tout bas », persiste et signe le conférencier. En s'inspirant de l'appel lancé récemment par le président de l'Assemblée nationale, cette démarche vise selon lui à dissiper les malentendus et à ouvrir des nouveaux horizons pour un retour à l'ordre politique tant souhaité par les Comoriens.

Dr Ahmed Saïd estime que le pouvoir a l'obligation de partager sa vision d'Emergence avec l'ensemble des couches de la société, y compris ceux qui s'opposent à sa politique, pour une meilleure appropriation



par la population. De son côté, l'opposition doit être dans son rôle en encourageant avec bonne foi toutes les initiatives du gouvernement qui participeront à résoudre les problèmes des Comoriens.

Il regrette que certains jeunes ne cherchent leur avenir qu'en quittant leur pays. Il tient à rappeler qu'il ne peut y avoir de progrès économique

sans stabilité politique. « Cette tentative de rejeter l'autre, ce déni de justice, cette politique du ventre, ce refus de s'asseoir avec son adversaire politique, cet esprit de suffisance, tout cela ne rend pas service au pays et à son peuple » conclut-il.

Ibnou M Abdou

SOCIÉTÉ

"Hier, 79 litres de miel détruit et aujourd'hui ce sont des pastèques"

Les denrées alimentaires importées de Tanzanie par Allaoui Toihirdine, dont des pastèques sont bloquées à la douane de Moroni, par l'inspecteur Maoulida de l'INRAPE. Ces denrées alimentaires seraient impropres à la consommation, dit-on. Mais l'importateur conteste cette mesure en brandissant une note délivrée par l'INRAPE qui l'autorise d'importer des produits alimentaires en Tanzanie. Il précise que ce n'est pas la première fois. « Dernièrement c'était 79 litres de miel et aujourd'hui ces sont les pastèques ».



Allaoui Toihirdine importateur de miel tanzanien.

Devant les médias le 16 octobre au port de Moroni, Allaoui Toihirdine a exprimé son mécontentement contre Maoulida, inspecteur de l'INRAPE en démontrant que la direction de cet organisme de contrôle était au courant. Ce commerçant a dit que « ce n'est pas la première fois qu'on me fait subir ce coup.

Pourtant, ils m'ont délivré une autorisation d'importation en bonne et due forme, ce qui m'a permis d'importer des marchandises en Tanzanie. C'est incompréhensible et je me demande qui est derrière tout ça », se demande-t-il.

« La dernière fois, j'avais importé

79 litres de miel et l'inspecteur Maoulida a saisi 1 litre en me disant qu'il va vérifier au laboratoire d'abord. Quelques jours après il revient dans mon magasin avec un autre inspecteur appelé Jano, et ont saisi tout mon stock de miel d'une valeur de 400 000 fc. Ils m'ont dit qu'après

l'analyse au laboratoire on a constaté que votre miel a été mélangé avec de l'eau, vous ne pouvez pas le vendre », indique-t-il.

« J'ai demandé à voir les résultats, mais ils ont refusé en m'exigeant de leur fournir l'original du dossier si je voulais voir les résultats. Sans aucun document de la justice ou de la gendarmerie ils ont saisi les 79 litres de miel en disant qu'ils n'ont pas besoin d'une réquisition. Entre temps, j'ai informé l'ambassade de Tanzanie auprès de l'Union des Comores. Et l'ambassadeur m'a rassuré qu'il va rencontrer le ministre de l'économie Houmed Masaidié pour en parler », avance-t-il.

Allaoui Toihirdine affirme qu'il a apporté l'original, pour récupérer les analyses du miel mais Maoulida a dit qu'il n'a pas les analyses et doit retourner au laboratoire. « Et le lendemain le même inspecteur m'annoncé qu'ils vont détruire le miel saisi. Je l'ai prévenu que, je vais porter plainte.

J'ai donc saisi le procureur, et nous avons été convoqués à la gendarmerie deux fois. La procédure est en cours, mais à ma grande surprise, le 3 octobre en regardant le journal télévisé j'ai les vois entrain de détruire le miel », a-t-il poursuivi.

« Et voila qu'aujourd'hui, on bloque mes pastèques, au motif que ces produits ont une maladie. S'il les produits alimentaires de Tanzanie, ont une épidémie pourquoi les autorités ne l'ont pas annoncé. Ou bien sortir une note interdisant toute importation de produits alimentaires de Tanzanie », lance-t-il. « Notre pays est membre du Comesa, il fallait signaler que les produits alimentaires de Tanzanie ont une épidémie. Je vais envoyer un courriel au ministère de l'agriculture tanzanien pour l'informer. Il faut que l'Etat réagisse car ça ne doit pas continuer ainsi », conclut-il.

Nassuf Ben Amad

ENVIRONNEMENT

La gestion des déchets doit devenir une préoccupation nationale

Investies dans le cadre de la décentralisation d'une mission d'organisation de la filière de gestion des déchets urbains en amont (pré collecte) et en aval (traitement/valorisation), les collectivités locales des pays en développement comme aux Comores, peinent souvent à instaurer une gestion durable et complète de ce service.

Pour expliquer leurs difficultés, le manque de moyens financiers ainsi que le déficit de compétences techniques des collectivités sont les arguments le plus sou-

vent avancés... Et si le problème à la base était surtout une absence de volonté politique affirmée ?

Alors que les déchets continuent de s'amonceler un peu partout dans tous les recoins du pays, la classe politique a les yeux rivés sur le jeu de cache-cache entre le pouvoir et l'opposition. Une preuve de plus de l'indifférence qui a toujours caractérisé ce secteur de la part de ceux qui disent œuvrer pour l'intérêt public. Or, il est reconnu par les professionnels que le secteur des ordures ménagères a également besoin d'une volonté politique forte au niveau national.

En effet, seule la volonté politique du gouvernement au plus haut niveau, est en mesure de poser un cadre de référence notamment les objectifs et la stratégie nationale pour la gestion des ordures ménagères qui permet ensuite de mobiliser les financements nécessaires pour la mise en place de filières de gestion des ordures ménagères.

Chez nous, des dizaines d'études ont été diligentées et des multiples rapports ont été rédigés. Des initiatives ont été lancées mais ont toujours été stoppées en chemin faute de cette mauvaise volonté politique dont tout le monde parle tant. Il faut bien l'a-

vouer ce n'est que dans l'urgence que les autorités font toujours semblant de découvrir l'ampleur du problème.

Il revient donc aux praticiens et experts du secteur de devenir également militants et vulgarisateurs à destination des politiques. Etre capables de devenir des acteurs de plaidoyer pour convaincre les décideurs politiques que les financements qu'ils consentiront à mobiliser pour les ordures ménagères sont des investissements à forte rentabilité sociale, sanitaire, environnementale et économique.

Aujourd'hui plus qu'hier, la ques-

tion des décharges au niveau du pays reste un problème qui doit être pris au sérieux par l'ensemble des acteurs concernés. Et cette fois, encore, les regards se tournent vers l'Etat pour lui demander de jouer un rôle plus actif qu'il ne l'a fait auparavant.

Il est admis par tous, que si les choses restent en l'état, nous courons le risque d'une catastrophe sanitaire. Même si dans les îles de la lune, nous avons la fâcheuse tendance à tout remettre sur le compte de la fatalité même ce qui nous tombe sur la tête par notre propre faute.

Mmagaza

CONFÉRENCE DE PRESSE

Azali Assoumani : "Investir pour attirer les bailleurs"

Le président de la République s'est entretenu avec la presse. Pendant plus de deux heures de questions-réponses, Azali Assoumani est revenu sur la tenue et l'importance de la Conférence des bailleurs de fonds pour les Comores qui aura lieu à Paris les 2 et 3 Décembre prochain. Plusieurs questions lui ont été posées et n'a pas hésité sur certaines à répondre et à survoler d'autres. Le président de la République a montré qu'il faut investir pour attirer les investisseurs.

Devant la presse, le président de la République, Azali Assoumani est revenu sur la conférence des bailleurs pour les Comores qui aura lieu à Paris le 2

et 3 Décembre prochain. Le locataire de Beit Salam a une fois de plus devant les médias montré que l'Etat doit investir une somme colossale pour attirer le plus de bailleurs à cette conférence. « Il nous incombe de mettre 1,5 millions d'euros pour l'organisation de la conférence. Et je vous assure que plusieurs partenaires comme l'AFD et la Banque Mondiale sont prêts à nous accompagner. Tout doit être aux normes et à notre bénéfice », a-t-il fait savoir lors de sa conférence de presse.

Pour ce qui est de l'organisation de ce grand événement à Paris, Azali Assoumani a souligné que plusieurs projets seront à soumettre. Et de ce fait, il a démontré qu'aucun secteur ne sera épargné. De l'éducation au tourisme, à l'é-

conomie, au secteur des énergies, à l'agronomie et autres, tout sera mis sur la table pour ainsi attirer les investisseurs et « faire des Comores un pays émergent ».

Répondant pour ce qui est de la Santé, le chef de l'Etat a affirmé que ce n'est pas un domaine à constituer un projet. « Le secteur de la Santé a toujours été pris comme une question ordinaire et non capitale et je suis bien conscient que cela ne doit pas être le cas. Nous allons faire le nécessaire pour y arriver dans ce secteur », a-t-il promis.

Au niveau de l'éducation, bien qu'aucun projet concret n'ait été présenté, Azali Assoumani a fait savoir qu'il s'agit du premier secteur à prendre en considération car a-t-il dit, « l'émergence c'est l'édu-

cation et j'en suis bien conscient alors on se doit de bien former pour avoir des bonnes compétences ». Sans donner plus de détails ni de précision sur cette question, il a déploré le délabrement des structures scolaires et les conditions actuelles. « L'éducation figure parmi les projets sectoriels de la conférence. De ce fait, on doit tous y participer pour le perfectionner », a-t-il dit en précisant que les écoles primaires et coraniques doivent être adaptées aux besoins du pays et en fonction du millénaire.

Pour ce qui est des sociétés d'Etat, le président de la République regrette que « des gens considèrent les sociétés comme des biens propres » et regrette que les directeurs, en répondant au cas de la Sonelec, prennent des décisions

sans l'accord du Conseil d'Administration. « Nous travaillons pour changer ces mentalités », a-t-il lancé.

Sans comparer cette conférence à celle qui a eu lieu à Maurice en 2005 ou à Doha en 2010, Azali Assoumani promet qu'un suivi sera engagé après que les bailleurs et investisseurs se seront prononcés. « Nous devons sensibiliser sur l'importance de cette conférence. Expliquer à la population que les retours de celle-ci doivent servir de béquille à notre développement », a-t-il souligné avant de conclure sur une note d'optimisme, convaincu que « cette conférence nous apportera des fruits ».

A.O Yazid

SOCIÉTÉ

La 1ère édition du salon de l'économie numérique a baissé le rideau

La première édition du salon de l'économie numérique aux Comores a pris fin, hier jeudi 17 octobre. La cérémonie de clôture s'est déroulée en présence du ministre en charge de l'économie numérique Ahmed Ben Said Jaffar en présence de nombreuses personnalités et acteurs du secteur.

Au terme de cet événement, le président de l'Union des Chambres de commerce, a salué les efforts fournis pour la réalisation de ce 1er Salon. Il a félicité les jeunes porteurs de projets, les étudiants et le public qui venu nombreux s'instruire de l'innovation du monde numérique. Ce dernier, englobe les activités diverses à travers des plateformes telles que les réseaux internet, y compris le commerce électronique. C'est dans ce cadre que les Comores peuvent

émerger dans cette lignée des compétences de la numérisation.

Ainsi le patron de la chambre de commerce Ahmed Bazi n'a pas manqué à souligner que la vision de

faire des Comores à l'horizon 2030 « une société de l'information, acteur de la révolution numérique » n'est autre que cette ambition de faire du numérique un secteur

contribuant de manière conséquente à l'économie nationale, estimant qu'il constitue « un levier de croissances, pour les autres secteurs, qui nécessite la mobilisation de tous », déclare t-il.

Par ailleurs, des prix d'excellence ont été attribués aux meilleurs projets innovants à l'instar de Roosshdy Media, Kuuza et Comorlab Artic, pour leur contribution à la promotion de cette économie numérique que tout le monde appelle de ses vœux. Le ministre en charge de l'économie numérique a saisi cette opportunité, pour remercier l'Union des chambres de commerce pour cette belle initiative qui participe à la fois à l'effort de sensibilisation des acteurs du secteur privé sur les opportunités existantes dans le domaine du numérique mais aussi de la valorisation de l'innovation et l'expertise locale en la matière.

Pour Ahmed Ben Said Jaffar, dans son rôle de ministre en charge de la réglementation du secteur, s'engage à lever tout obstacle, en rendant « l'interconnexion effective entre les deux opérateurs de télécommunication en seulement quelques jours ». Un signal fort traduisant selon lui la détermination du gouvernement avec la vision du président de la république de faire des Comores un pays émergent, mais également de « la mienne en particulier de voir enfin ce secteur très prometteur jouer le rôle qui est le sien ». Il invite le secteur privé à s'impliquer davantage avec l'investissement étranger, comme les « call centers », et autres activités.

Andjouza Abouheir



Lauréats des meilleurs projets de l'économie numérique.

SANTÉ/LUTTE CONTRE LA LÈPRE

Azali a officiellement lancé la campagne de lutte contre la lèpre à Anjouan

"Le lancement officiel de la campagne d'Élimination de la lèpre aux Comores est un moment important et constitue un événement historique auquel je me suis fait le devoir d'assister" a lancé le Président Azali dans son discours à la cérémonie officielle organisée à Ouani.

Cette maladie n'est plus une affaire honteuse. On l'a traitée gratuitement et l'assistance est entre 6 à 12 mois. Plusieurs cas sont détectés en 2018. « Je remercie en particulier, la Fondation Sasakawa et le Bureau régional de

l'OMS, les autorités sanitaires des îles autonomes notamment celles de Ndzuani et plus particulièrement le Gouverneur, mon frère, al hadj Anisse Chamsidine » dit Azali Assoumani lui qui était là en juillet 2018 pour la même cause.

« Dr Grillon, ancien Représentant de l'Action Damien aux années 1990 qui avait initié des actions pertinentes de lutte contre cette maladie mérite également notre sincère reconnaissance et vos applaudissements », a poursuivi le chef de l'Etat. Dr Grillon est un Italien installé à Anjouan depuis plus de 2 décennies.

Selon lui, cette maladie reste encore un problème de santé publique au niveau Mondial et plus précisément en Afrique. Faisant des Comores un des pays les plus endémiques du fléau et depuis 1995, devenant un problème de santé publique majeur. Ce qui a justifié la création du programme national de lutte contre la lèpre et la tuberculose, pris essentiellement en charge par plusieurs partenaires dont Action Damien.

Selon les différents intervenants ce lancement d'une nouvelle campagne est une occasion pour tirer la sonnette d'alarme et demander l'im-

plication de tout un chacun. Eliminer cette maladie totalement d'ici à 2025 est l'objectif fixé. Le Président Azali promet de redoubler les efforts de son gouvernement pour renforcer les dispositifs mis en place pour atteindre l'objectif.

« 374 cas de lèpre détectés à Anjouan en 2018. Un taux de guérison de 85% et seulement 2,5% avec des séquelles graves. La lèpre n'est plus une maladie honteuse. Le traitement est gratuit. Et en la prenant en charge plus tôt, les soins durent entre 6 à 12 mois » affirme Dr Zahara Salim.

NJ

La Gazette des Comores
Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Faïza Soule Youssouf
 Binti Mhadjou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Mariama Hassane
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

BASKET-BALL : CHAMPIONNAT DE NGAZIDJA, SAISON 2019

" Zizanie et masturbation intellectuelle "

Les Ligues insulaires ont clôt le championnat. Les leaders, filles et garçons, vont se confronter à Ndzouani, dans cadre de la phase nationale. Ben Moussa Chahid, ancien joueur d'Étoile du sud, Rapid et Volcan, est le patron de l'instance de Ngazidja. Il se réjouit d'avoir concrétisé la compétition dans de bonnes conditions, contrairement à ceux qui étaient là avant lui. Papillon bleu sort champion de l'île. Mais, des voix discordantes dénoncent une compétition taillée sur-mesure. Chahid met les points sur les i. (interview)

Question : La Ligue régionale vient de mettre fin au championnat, saison 2020. Papillon bleu décroche le titre de Ngazidja. Mais, la décision ne fait pas l'unanimité.

Ben Moussa Chahid : Contester les résultats du championnat n'est que de la masturbation intellectuelle. Ces contestataires sont des personnes qui veulent mettre la zizanie. Sans aucun fondement, du fait que les procès-verbaux ainsi que les classements provisoires de chaque journée, démontrent le contraire. De ma part, je me réjouis du travail fourni par la Commission d'Homologation. J'apporte ma confiance à cette instance régionale.

Question : Il fut un moment où Djabal, Pouzzolanes et Rapid étaient exclus de la compétition et relégués donc en division inférieure. Ces derniers temps, des

rumeurs font état d'une grâce tendancieuse. Si ce n'est pas une accusation gratuite, comment expliquez-vous ce revirement ?

B.C.M. : Ces trois équipes étaient bel et bien sanctionnées par la Commission d'Homologation, conformément au règlement du championnat (articles 29.2 et 29.3). Ceci dit Djabal et Rapid club ont fait appel. C'est leur droit. A ma connaissance, la Commission d'Appel, saisi du dossier, a siégé. Elle nous fera part de sa décision. Je ne vois donc aucun revirement, si ce n'est donc l'application du code fédéral, et l'envie de nos instances juridictionnelles à respecter la justice.

Question : La phase nationale se déroule à Ndzouani. Pensez-vous que les ambassadeurs de Ngazidja sont en mesure de défendre le flambeau régional ?

B.C.M. : La Ligue de Ngazidja compte énormément sur ses représentants [Papillon bleu pour les garçons et Pouzzolanes chez les féminins, ndlr] pour défendre son honneur et le flambeau de l'île. Notre délégation doit partir ce matin pour Mutsamudu. Je souhaite bonne chance à ces ambassadeurs.

Question : Pouvez-vous nous dresser une synthèse des compétitions de la Ligue de Ngazidja ?

B.C.M. : Dans l'île, les quatre dernières années, malgré les efforts de nos clubs, le basket-ball était au point-mort. Je ne peux que me réjouir de notre 1ère année au sein de la Ligue, du fait que le champ-

ionnat est arrivé à bon terme. Et les équipes championnes ont été récompensées, pour la 1ère fois, chacune d'un chèque de 200.000 fc, en attendant la célébration et la remise officielle des trophées. Après la phase nationale, qui se déroule cette année à Ndzouani, on aura d'entrée la Coupe de la Ligue. Et puis, on a mis aussi l'accent sur le basket (3 X 3) pour préparer l'avenir de la discipline aux Comores. Pour le basket à trois, la phase nationale se déroulera à Ngazidja. Au menu, deux autres tournois, dont la Coupe de la Fédération, et une autre, demandée par un de nos partenaires. Enfin, un regroupement régional bouclera la saison.

Propos recueillis par
Bm Gondet



Ben Moussa Chahid

Le moyen le plus simple et le plus sûr pour éteindre un feu

se trouve à vos points de ventes habituels

energy+ & MAK Technology

TECHNOLOGIE
RÉVOLUTIONNAIRE
D'EXTINCTION

LA BOULE D'EXTINCTION
À DÉCLENCHEMENT AUTOMATIQUE

La manière la plus simple
et la plus rapide
pour éteindre un feu



Attention aux contrefaçons

La boule anti feu ELIDE FIRE® est protégée par un brevet de propriété intellectuelle. Cette technologie a été inventée en 1998 par ELIDE FIRE® ball Pro. Co. Ltd.

Méfiez-vous des contrefaçons !!!

- AFO - Auto Fire Off
- BEA 112 - PAROFEU
- SuperFire Ball (boule AFO)
- Secure-Ball (boule AFO)
- SNEX
- Ice ball etc...



Venez vite découvrir son utilisation et ses avantages
à nos points de ventes

Dar Saanda et Place Bangweni Mtsangani

Tél : + 269 365 88 77 / + 269 365 88 44 / + 269 332 44 78 email : commercial@energyplus-comores.com

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127